

Communiqué

La décision de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives anticipées aura donc consacré l'étape ultime de l'écroulement de Macron, clé de voute des institutions de la V^e République.

« *Appelés à clarifier leurs choix et à renouveler leur confiance à Emmanuel Macron, près de huit Français sur dix lui ont donc exprimé un non franc et massif. Terrible désaveu (...) l'échec est cuisant* », rapporte l'éditorial du journal financier *L'Opinion* (1^{er} juillet), qui pourtant a porté la campagne de la majorité présidentielle durant ces dernières semaines.

Un échec d'autant plus retentissant que la participation à ces élections n'a jamais été aussi forte dans la dernière période (+19 points par rapport à 2022), ce qui approfondit l'ampleur de l'écroulement de Macron.

Pourquoi cet écroulement de Macron ?

Réformes des retraites, baisse vertigineuse des salaires par l'inflation, offensive sans précédent de destruction des services publics (à commencer par l'école et l'hôpital), remise en cause des libertés démocratiques, loi immigration, menées guerrières en Ukraine et en Palestine... autant de mesures réactionnaires imposées depuis sept ans par Macron au service du capital financier, qui non seulement n'ont recueilli aucune adhésion mais n'ont pu être mises en œuvre qu'au prix de décisions autoritaires que permet l'arsenal de la V^e République (pas moins de vingt-trois recours au 49.3), provoquant inévitablement le rejet.

En utilisant à plein régime l'arsenal médiatique, en organisant des campagnes haineuses de calomnies contre La France insoumise (LFI) et en particulier Jean-Luc Mélenchon, en appliquant au moins en partie le programme du Rassemblement national (RN), Macron est parvenu à faire du RN le réceptacle d'une partie de la colère et du rejet qui s'expriment contre lui.

A quel prix ? Au prix du sabordage de son propre camp, en ouvrant au RN la possibilité de prendre la place centrale de défenseur des institutions de la V^e République au compte du capital financier.

Mais il y a un mais...

Pour que cette opération politique nauséabonde aille à son terme, il aurait fallu éradiquer LFI, ce qui était initialement le but non-avoué de la dissolution. Sur ce terrain-là également, Macron a subi un échec cuisant. Déjà par la constitution du Nouveau Front populaire (NFP) pour lequel, dès l'origine, LFI s'est retrouvée au centre, forte des plus de 55 000 nouvelles adhésions enregistrées depuis les élections européennes.

Sur les 32 députés du NFP élus dès le premier tour, 19 sont LFI, soit cinq fois plus qu'en 2022. En plus de ces réélections, 111 candidats LFI sont présents, en tête ou en deuxième position, au second tour. Les chiffres qui remontent des circonscriptions indiquent que les candidats LFI ont réalisé des résultats très importants dans les quartiers populaires.

C'est le résultat de l'orientation de rupture mise en œuvre notamment à l'occasion de la réforme des retraites, lors des révoltes contre les violences policières et dernièrement, pour exiger le cessez-le-feu immédiat en Palestine.

C'est sur LFI que se porte la confiance de millions et de millions, qui ont décidé de se saisir du vote pour exprimer leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté « qu'ils dégagent tous ! ».

Au premier comme au second tour, le POI n'appelle évidemment pas à voter pour les candidats de toute la droite : ceux de Macron-Attal, d'Horizon d'Edouard Philippe, d'Ensemble, de LR, etc.

Le POI fait sienne la position, particulièrement adaptée au contexte du combat électoral, de La

Le POI fait sienne la position, particulièrement adaptée au contexte du combat électoral, de La France insoumise formulée par Jean-Luc Mélenchon au soir des résultats : « Notre consigne est simple, directe et claire : pas une voix, pas un siège de plus pour le RN ! », précisant que « dans l'hypothèse où le RN serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature ».

France insoumise formulée par Jean-Luc Mélenchon au soir des résultats : « *Notre consigne est simple, directe et claire : pas une voix, pas un siège de plus pour le RN !* », précisant que « *dans l'hypothèse où le RN serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature* ».

Le POI est persuadé que la position prise par Olivier Faure d'appeler à voter pour Elisabeth Borne telle qu'il l'a indiqué dans les toutes premières heures après les résultats risque fort de semer le trouble et la confusion.

Après les résultats des appels à voter Chirac, puis Macron, censés enrayer la montée du RN et les conséquences vérifiables pour tous, recommencer est la preuve pour le moins, d'une incroyable cécité.

Le POI est surpris de la rapidité avec laquelle les macronistes ont appelé à voter pour François Ruffin. Pour ce dernier, il eut été plus avisé de réfléchir et s'interroger sur son échec face au RN dans son propre fief, plutôt que poursuivre dans les habituelles combinaisons de la V^e République.

Enfn, le POI comprend la férocité avec laquelle tous les ténors de la droite s'empressent de chercher des accords de ce qu'ils nomment pour les besoins de leur cause « forces démocratiques », « forces républicaines » du côté du Nouveau Front populaire.

A l'exclusion de LFI dont Jean-Luc Mélenchon, au vu des résultats déjà acquis pour la FI, est encore plus insulté, salit et attaqué sans relâche.

Le POI comprend aussi la tentative désespérée du Président Macron d'étudier au cas par cas les éventuels accords avec ceux du NFP qui lui semblent compatibles. Pour se sauver d'une déroute et espérer des combinaisons avec le second tour.

Le 7 juillet, avec LFI, voter Nouveau Front populaire

Rien n'est plus urgent aujourd'hui que de conforter cette force, que de renforcer LFI, en se battant pour faire élire le maximum de députés LFI, le 7 juillet prochain.

En tout état de cause, et quelle que soit la majorité qui sortira des urnes, quelles que soient les manœuvres et les combines mises en place, il ne faudra pas bien longtemps pour que, contre le RN ou qui que ce soit, les mesures anti-ouvrières ne dressent la masse contre ceux qui les prendront.

Pour ce qui nous concerne, avec LFI, nous appuyons tous les processus de rejet de ces mesures, toutes les revendications essentielles que les masses chercheront à imposer, qui sont et seront la marque de la situation.